

Atelier thématique ouvert, Congrès AFEP 2023

Conseils citoyens et changement de paradigme de prise de décisions publiques

Les multiples crises (sociale, financière, économique, environnementale, sanitaire) qui ont frappé la planète durant les dernières décennies ont, toutes à leur manière, montré les limites de l'action publique : une incapacité patente des Etats, des différents niveaux d'autorités publiques au plan mondial, à les anticiper, à mettre en œuvre des politiques afin de s'en préserver. C'est l'aptitude même des autorités publiques à se comporter en stratégie, plus encore à garantir de manière pérenne l'intérêt général qui se trouve mise en cause.

Il en résulte une profonde défiance vis-à-vis des Etats, mais plus encore une crise de la représentation politique, et des régimes de démocratie représentative : dénonciation des effets délétères du lobbying, des comportements partisans ou individualistes dans des décisions publiques court-termistes, et récusation par une large partie de la population des politiques instituées. Cela conduit aussi certains analystes à juger vertueux un mode de prise de décision publique centraliste, voire autoritaire de type chinois, car censé favoriser l'adoption de politiques publiques dans le temps long.

L'objet de l'atelier est de placer l'analyse dans une toute autre perspective : celle de la refondation du mode de prise de décisions publiques à l'appui d'une démarche de démocratie participative, d'une gouvernance fondée sur le management participatif (Osborne, 2010), pour ancrer plus étroitement, par la co-construction notamment, l'action publique aux aspirations citoyennes.

La science participative est de fait en essor tant sur le plan théorique que dans les pratiques de terrain (Rapport Houllier, 2016) : des initiatives diverses, relevant bien souvent d'expérimentations, ont vu le jour selon des modalités diverses à l'échelle locale. Des outils d'expression des préférences citoyennes tels des workshops, des jurys citoyens ou des conseils citoyens ont été institués (voir pour les caractéristiques de ces divers outils de participation, Bance et Chassy, 2019, 2020). A l'échelle nationale, et plus précisément française, le Grand débat national et la Convention citoyenne pour le climat ont largement défrayé la chronique. Les outils à l'œuvre sont cependant foncièrement des modes de consultation de l'opinion plutôt que de co-construction de l'action publique. La Consultation citoyenne pour le climat est à cet égard emblématique : malgré des engagements politiques initiaux, ses préconisations n'ont été que très faiblement considérées. C'est de nature à totalement discréditer la démarche.

Une implémentation adéquate et une généralisation de conseils citoyens auraient cependant un pouvoir performatif fort sur la décision publique. Les conseils citoyens sont en effet des outils de transformation du mode de prise de décision publique : instances représentatives des citoyens concernés par la spécification et la mise en œuvre sur un territoire donné de l'action publique, elles peuvent par leur

institutionnalisation dans la durée et sur la base d'une réflexion éclairée, énoncer les préconisations citoyennes à adopter. La prise en compte de ces préconisations permettrait de monter les échelons de la participation citoyenne en matière de décision publique, voire d'atteindre dans certains cas le niveau le plus élevé : le contrôle citoyen (en référence notamment à l'échelle d'Arnstein, 2007).

Il convient donc d'analyser les conditions d'implémentation, de fonctionnement, la portée opératoire de conseils citoyens pour mesurer leur aptitude à promouvoir la co-construction, voire le changement de paradigme, en matière d'action collective.

Les contributions s'inscrivant dans l'atelier thématique peuvent dans cette perspective avoir un objet :

1. méthodologique : analyser le mode de fonctionnement et les supports d'information (nature et pluralisme des expertises scientifiques, types d'études statistiques, méthodes de présentation des connaissances et d'analyses de données...), nécessaires pour étayer au mieux l'expertise citoyenne,
2. d'explicitation des raisons faisant de conseils citoyens des outils particulièrement (ou peu voire pas) adaptés à l'évaluation et aux préconisations selon le type de politiques publiques en question,
3. d'appréhension de l'objet ex ante, in itinere ou ex post de leur évaluation selon la nature des politiques publiques concernées,
4. de spécification du type de préconisations et d'échelon de participation les mieux adaptés aux politiques publiques et à l'échelle territoriale considérées,
5. d'identification de modalités ou de conditions d'instauration de conseils citoyens dont les effets seraient potentiellement pervers,
6. d'analyse des difficultés d'implémentation des conseils citoyens du fait du rejet par diverses parties prenantes de l'action publique (décideurs, corps institués, corps intermédiaires...) et de remédiation par l'action d'autres parties prenantes ou par un changement de système de représentation politique,
7. de définition de scénarios de réformes juridiques (et de leur caractère éventuellement contraignant) conférant aux conseils citoyens une réelle légitimité institutionnelle
8. d'étude du pouvoir performatif des conseils citoyens et de leur aptitude à réorienter ou rompre avec le paradigme de la nouvelle gestion publique ...

Les contributions sélectionnées pourront faire l'objet d'une publication dans une revue référencée ou un ouvrage collectif (notamment aux PURH).

Veillez déposer votre proposition de contribution sur le site <https://afep2023.sciencesconf.org> (« Ateliers thématiques ») et l'envoyer à philippe.bance@univ-antilles et angelique.chassy@em-normandie.fr pour le 6 mars 2023 au plus tard, précisant en deux pages les outils d'analyse mobilisés, le type de politique(s) publique(s) concerné, ainsi que le ou les point(s) numérotés ci-dessus auquel elle se rattache. Une réponse sera donnée au plus tard le 6 avril.

Références bibliographiques

Bance P. et Chassy A. Citizen advisory committees : a tool to remedy the shortcomings of the Contingent Valuation Method within the system of multi-level governance?, avec A. Chassy, International Journal of Public Administration (IJPA), Aug 2020

Bance P. et Chassy A., Combining the Contingent Valuation Method with Citizen Advisory Committees, with A. Chassy, in A. Farazmand (ed.), Global Encyclopedia of Public Administration, Public Policy, and Governance, 2019

CES, Une échelle de participation citoyenne – Sherry Arnstein, 2007, <http://www.lespossibles.org/wp-content/uploads/2017/05/Echelle-dArnstein.pdf>

Convention citoyenne pour le climat, site officiel, <https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>

Le grand débat national, 2020, <https://granddebat.fr/>

Osborne, S., (2010), *The New Public Governance*, New York, NY: Routledge

Rapport F. Houllier, Les Sciences participatives en France. État des lieux, bonnes pratiques

& recommandations, février 2016, <https://www.participarc.net/pdf/rapport-houllier-2016.pdf>